

Merkel-Sarkozy : les saigneurs des peuples !

Les annonces gouvernementales franco-allemandes ne vont rien résoudre sur le fond, pire elles vont alimenter une spirale dépressive au détriment des peuples.

L'Union européenne et les gouvernements, sous l'emprise des marchés financiers, veulent imposer une politique d'austérité généralisée pour réduire les déficits publics. Ce sont pourtant les gouvernements qui ont créé ces déficits à coups de réduction d'impôts et de cotisations pour les entreprises et les particuliers les plus aisés. Ils ont, de plus, creusé ces déficits en rachetant les énormes dettes privées des actionnaires, banquiers et spéculateurs. La dette publique est donc en grande partie illégitime et ce n'est pas aux populations de la payer.

L'inscription de la « règle d'or » du pacte euro-plus dans la loi fondamentale des Etats, le flou sur le taux de taxation des transactions financières, et l'incertitude sur la façon dont va s'opérer l'harmonisation franco-allemande de l'impôt sur les sociétés, présagent de l'approfondissement de la gouvernance ultra libérale de l'Union européenne. Les bonus et les dividendes records, les paradis fiscaux florissants, les armes financières de spéculation massive, vont continuer de prospérer et d'extorquer les richesses produites par les salarié-e-s.

L'exigence d'un autre partage des richesses est la seule réponse alternative légitime. Elle exige une autre répartition entre salaires et profits, un droit effectif à l'emploi par une réduction du temps de travail avec embauches correspondantes, accompagné d'un nouveau statut du salarié, une réforme fiscale radicale, et le développement des services publics.

Il faut un moratoire immédiat du paiement de la dette et un audit citoyen, afin de déterminer la partie illégitime qu'il convient d'annuler. Il faut mettre fin aux exonérations d'impôts des plus riches, taxer véritablement les revenus du capital, lutter contre la fraude fiscale et les spéculateurs.

Il faut également la socialisation du système bancaire, la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux, en articulant impératifs écologiques et garanties sociales pour les salarié-e-s. Les mobilisations nationales et européennes à venir doivent porter ses exigences pour sortir réellement de la crise.

Le 17 août 2011